

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-Economistes-Atterres-La-zone-euro-decouvre-l-ajustement-structurel>

# **Les Économistes Atterrés :La zone euro découvre l'ajustement structurel**

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : samedi 1er septembre 2012

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Les dernières évolutions au sein de la zone Euro (adoption en cours d'un pacte budgétaire, cure d'austérité en Grèce, risque d'insoutenabilité de la dette en Italie, risque de faillite bancaire en Espagne, etc.) font craindre l'imminence d'un plan d'ajustement structurel (PAS) pour l'ensemble de la zone Euro, à l'instar de ceux mis en place pour les États africains au début des années 1980.**

Lorsqu'on fait le bilan des PAS en Afrique trente ans après leur adoption, on ne peut que s'inquiéter de ce qui attend l'Europe dans les mois et années à venir, sous la triple férule du Fonds Monétaire International (FMI), de la Commission de Bruxelles et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Rappelons tout d'abord que ces PAS illustrent sur le plan idéologique ce qu'il est désormais convenu de nommer à la suite de l'économiste américain John Williamson « le consensus de Washington », ou encore « la désinflation compétitive », expression chère à Jean-Claude Trichet, ancien Président du board des gouverneurs de la BCE. Quatre éléments permettent de caractériser les mesures des PAS :

- Une politique monétaire ayant comme seul objectif la lutte contre l'inflation et ne tenant aucun compte des préoccupations de croissance économique ;
- Une politique budgétaire dite « budgétariste », avec comme objectif unique l'assainissement des finances publiques ;
- Une politique de réduction des coûts de production, en particulier le coût du travail, donc le salaire ;
- Un ensemble de réformes dites « structurelles », au premier rang desquelles il convient de mentionner la libéralisation du marché du travail.

Face au désastre économique et social de ces PAS dont l'échec manifeste a paradoxalement justifié la poursuite, les Institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale) ont imaginé une ligne de défense autour de la notion de « bonne gouvernance » à partir de 2000, ainsi que le montre l'économiste sud coréen de l'université de Cambridge, Ha-Joon Chang. L'argumentaire fut le suivant : l'Afrique ne dispose pas de bonnes institutions, celles du marché de concurrence pure et parfaite, raison pour laquelle elle n'a pas su tirer bénéfice de l'ajustement structurel, pourtant bien conçu...quand le modèle ne cadre pas avec la réalité, cette dernière a sûrement tort !

L'absence de classe moyenne dans les pays subsahariens rendant difficile l'action collective a facilité la mise en place et la brutalité dans la mise en oeuvre des PAS en Afrique (blocage des salaires, licenciement massif des fonctionnaires, réduction drastique des dépenses d'éducation et de santé, privatisation des services publics). La complicité passive de dirigeants africains dont la légitimité démocratique est généralement sujette à caution, rendant difficile le bras de fer avec les économistes du FMI, a fait le reste.

Le résultat aujourd'hui se passe de commentaires : des sociétés africaines exsangues et proches de l'anomie, des économies faiblement productives et transformatrices de matières premières, avec une insertion dépendante au sein du commerce international, un chômage de masse dont le pendant est une vague sans précédent de migration de populations jeunes cherchant au loin une vie meilleure.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on peut déjà anticiper ce qui va arriver en Europe dans les mois et

années à venir : la poursuite de politiques économiques déflationnistes, la fin programmée des services publics, la déstructuration du tissu social et plus généralement la fin du modèle social européen. La question est la suivante : pourquoi les dirigeants européens démocratiquement élus et donc disposant d'une légitimité endogène a priori plus forte que celle de leurs homologues africains, acceptent de se lier les mains via des politiques néolibérales qui ont conduit au désastre social africain et aux errements de la finance mondialisée ?

Les réponses sont nombreuses et non mutuellement exclusives.

Il y a tout d'abord le dessaisissement du politique dès le début des années 1980 sous les coups de boutoir du monétarisme triomphant, illustrés par la célèbre formule « There is no alternative » (TINA). Il y a ensuite l'acceptation par les gouvernements européens du néomercantilisme des pays émergents adeptes du dumping monétaire et peu regardants sur les conditions sociales de la production, créant de fait les conditions d'un déficit structurel des balances commerciales européennes. Il y a enfin l'aveuglement des dirigeants européens relatif à la nature du désespoir des populations du « Sud », aveuglement entretenu par la sous-estimation du caractère universel de l'aspiration des populations à la liberté, ainsi que l'a montré le « printemps arabe » ; les déterminants réels de la déconnexion croissante entre des dirigeants africains soumis au dogme de l'équilibre des comptes macroéconomiques et leurs populations sans perspective d'épanouissement social ne furent donc pas analysés par des dirigeants européens exclusivement préoccupés par la lutte contre l'immigration clandestine, en lieu et place de la construction de pôles de croissance et de développement reliant les deux rives de la méditerranée.

L'Europe doit méditer le fait que l'ajustement structurel n'est qu'une pratique gestionnaire. Il ne saurait se substituer à l'impératif de construction d'un projet de société. Le processus de culpabilisation des populations les plus modestes qui seraient à la base de la persistance et/ou de l'aggravation des déficits publics est un exercice dangereux. Il débouche à l'heure actuelle en Afrique sur la montée des extrémismes religieux, musulmans et chrétiens. Il pourrait demain se traduire en Europe par l'arrivée au pouvoir de partis extrémistes. On pense inévitablement à la situation de l'entre-deux-guerres...

**Kako Nubukpo \***

[Les Economistes Atterrés](#). Paris, le 24 août 2012.

\* **Kako Nubukpo** est né en 1968 à Lomé (Togo), docteur en sciences économiques de l'université Lumière Lyon 2, il fut notamment macroéconomiste et chef de service au siège de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest à Dakar, avant de rejoindre le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. Depuis 2010, il est chef du Pôle « *Analyse économique et recherche* » de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).